



## Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

## **Hors commission - Concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Demande de prolongation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est vu confier la concession par l'Etat, par arrêté préfectoral n°DDTP34 – 2013 – 01 – 02857, de la gestion du domaine maritime de sa plage naturelle. Cette concession est échue depuis le 31 décembre 2017.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dispose dans son article 2, alinéa 1-6-k, que la Métropole est l'autorité concessionnaire de l'Etat en lieu et place des communes pour les plages dans les conditions prévues à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Après avis de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la Métropole a lancé une nouvelle procédure de demande de concession en juin 2016 (délibération n°13965). Le dossier définitif a été enregistré par les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) le 10 février 2017 et a été soumis le 6 juillet 2017, après instruction des différents services concernés, à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites qui a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte, avant l'enquête publique, de deux observations mineures qui ont été levées.

Par délibération n°15082 du 28 décembre 2017, la Métropole a sollicité l'Etat pour la prorogation d'un an de l'actuelle concession de plage et de la délégation de service public des lots de plage afférents, en application de l'article L.1411-2 du Code général des collectivités territoriales.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2018-09226 les services de l'Etat ont acté la prorogation d'un an à Montpellier Méditerranée Métropole de la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

L'enquête publique relative au projet de concession des plages naturelles de Villeneuve-lès-Maguelone s'est déroulée du 3 décembre 2018 au 4 janvier 2019 conformément à l'arrêté préfectoral n°2018-1-1191, et le procès-verbal du Commissaire Enquêteur, faisant suite, ne fait l'objet d'aucune opposition.

Parallèlement à cette enquête publique, une consultation pour l'attribution des lots de plage en délégation de service public a été lancée.

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone nous a fait part de multiples observations, notamment sur l'activité commerciale du lot n°3, qui nécessitent de redéfinir plus précisément le périmètre du service public à déléguer, ce qui nous a contraint à déclarer la procédure sans suite pour motif d'intérêt général.

Considérant ces dernières modifications, les délais de consultation des différents services de l'Etat, de la procédure de délégation de service public, et des délais d'instruction des permis de construire, ceux-ci apparaissent incompatibles avec l'octroi de sous-traités de concession pour la prochaine saison estivale.

Aussi, en accord avec la Direction des Territoires et de la Mer et en application de l'article L.1411-2 du Code général des collectivités territoriales, il convient de solliciter l'Etat pour la prorogation pour un an de l'actuelle concession de plage et de la délégation de service public des lots de plage afférents.

Le Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone prendra à son prochain Conseil une délibération en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les services de l'Etat pour proroger jusqu'au 31 décembre 2019 la concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n° DDTP34– 2013–01–02857 et les sous-traités d'exploitation afférents,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72117-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.